

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

n°BE-2026-01-02 du

**1-6 JAN. 2026**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° BE-2022-04-05 du 20 avril 2022**

**autorisant la SAS CARRIÈRES DE THIVIERS**

**à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires**

**sur la commune de LAMOTHE-MONTRAVEL (24230)**

**La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° BE-2022-04-05 du 20 avril 2022 autorisant, pour une durée de 3 ans, l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires par la SAS CARRIÈRES DE THIVIERS sur le territoire de la commune de Lamothe-Montravel ;

**Vu** le porter à connaissance du 5 mars 2025 déposé par la SAS CARRIÈRES DE THIVIERS, relatif à une demande de prolongation d'exploiter, de modification des conditions de réaménagement et de la régulation parcellaire du périmètre de la carrière alluvionnaire située sur la commune de Lamothe-Montravel ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée le 26 septembre 2025 par l'inspection des installations classées ;

**Vu** le rapport et les propositions du 8 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 14 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Considérant** que la prolongation d'exploitation de 18 mois permettra d'exploiter le reste du gisement reconnu dans l'autorisation en cours, ainsi que l'instruction du dossier de modification de

l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 autorisant une installation de traitement sur la commune de Lamothe-Montravel ;

**Considérant** que le projet de remise en état du site permet de garder l'état initial d'une partie du site compte tenu de la non-exploitation de certaines parcelles de la carrière dans le cadre de l'autorisation du 20 avril 2022 actuellement en vigueur ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**Considérant** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La SAS CARRIÈRES DE THIVIERS dont le siège social est situé à Planeaux – Thiviers (24800) est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Lamothe-Montravel dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n°BE-2022-04-05 du 20 avril 2022 modifié par les dispositions contenues dans le présent arrêté préfectoral.

### ARTICLE 2 : ARTICLE MODIFIÉ

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : Situation de l'établissement.

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Lamothe-Montravel.

L'autorisation porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées « renouvellement » :

Section	Nouveau Numéro parcelle	Situation	Superficie autorisée du (m²)	Commentaires
		administrative AP 20/04/2022		
AM	167 pp	Autorisation	5 200	Renouvellement
AM	168 pp	Autorisation	2 565	Renouvellement
AM	172 pp	Autorisation	2 470	Renouvellement
AM	173 pp	Autorisation	2 670	Renouvellement
AM	174 pp	Autorisation	3 600	Renouvellement
AM	175 pp	Autorisation	5 800	Renouvellement

AM	177 pp	Autorisation	6 000	Renouvellement
AM	179 pp	Autorisation	3 000	Renouvellement
AM	105	Autorisation	3 758	Renouvellement
AM	106	Autorisation	4 979	Renouvellement
AM	107	Autorisation	2 254	Renouvellement
AM	64 pp	Autorisation	300	Renouvellement
	65 pp	Autorisation	1 000	Renouvellement
AM	66 pp	Autorisation	2 500	Renouvellement
AM	67 pp	Autorisation	1 600	Renouvellement
AM	68	Autorisation	1 323	Renouvellement
AM	69	Autorisation	2 505	Renouvellement
AM	70 pp	Autorisation	3 600	Renouvellement
AM	71 pp	Autorisation	3 600	Renouvellement
AM	72 pp	Autorisation	2 184	Renouvellement
AM	73 pp	Autorisation	6 810	Renouvellement
AM	74 pp	Autorisation	3 510	Renouvellement
AM	340 pp	Autorisation	5 320	Renouvellement
AM	82	Autorisation	6 714	Renouvellement
AM	83 pp	Autorisation	250	Renouvellement
AM	84 pp	Autorisation	129	Renouvellement
AM	85	Autorisation	11 763	Renouvellement
AM	86 pp	Autorisation	6 650	Renouvellement
AM	87 pp	Autorisation	4 990	Renouvellement
AM	88 pp	Autorisation	54 700	Renouvellement
AM	89	Autorisation	6 477	Renouvellement
AM	90	Autorisation	4 928	Renouvellement
AM	91	Autorisation	4 750	Renouvellement
AM	92	Autorisation	16 430	Renouvellement
AM	93	Autorisation	17	Renouvellement
AM	97 pp	Autorisation	6 650	Renouvellement
AM	98 pp	Autorisation	10 600	Renouvellement
AM	99 pp	Autorisation	7 600	Renouvellement
AM	100	Autorisation	18 050	Renouvellement
AM	101	Autorisation	5 433	Renouvellement

AM	102	Autorisation	463	Renouvellement
AM	103	Autorisation	7 314	Renouvellement
AM	104	Autorisation	3 842	Renouvellement
AM	34	Autorisation	2 980	Renouvellement
AM	35	Autorisation	4 608	Renouvellement
AM	36	Autorisation	5 453	Renouvellement
AM	37	Autorisation	7 870	Renouvellement
AM	38	Autorisation	2 608	Renouvellement
AM	39	Autorisation	4 344	Renouvellement
AM	40	Autorisation	8 932	Renouvellement
AM	41	Autorisation	1 320	Renouvellement
AM	42	Autorisation	19 188	Renouvellement
AM	43	Autorisation	9 075	Renouvellement
AM	47	Autorisation	5 321	Renouvellement
AM	48	Autorisation	3 188	Renouvellement
AM	54	Autorisation	1 393	Renouvellement
AM	55	Autorisation	4 820	Renouvellement
AM	56	Autorisation	14 166	Renouvellement
AM	365 pp	Autorisation	21 009	Renouvellement
AK	250	Autorisation	10 940	Renouvellement
AK	251	Autorisation	10 948	Renouvellement

**Surface carrière 392 461 m<sup>2</sup>**

Le nouveau plan parcellaire et le plan d'ensemble sont joints en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : *Durée de l'autorisation.*

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 20 octobre 2026.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : *Montant des garanties financières.*

Les garanties financières sont considérées jusqu'au 20 octobre 2026. Ce montant est fixé à :

Période	Montant des Garanties Financières en €
	Indice TP01 d'août 2025 : 131,4
Jusqu'au 20/10/2026	340 410,45 €

Les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : Remise en état.

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté (annexes 3 et 4) et le descriptif des phases définies à l'article 2.1.5.3 ci-dessus, dans les conditions suivantes :

- L'aménagement des berges des plans d'eau de façon irrégulière afin d'augmenter la diversité écologique et paysagère (hauts-fonds, berges à fleur d'eau, plans d'eau permanents et temporaires, berges en feston, tripes berges...),
- La création de zones humides favorables à la faune et la flore aquatique,
- L'utilisation d'espèces locales pour une meilleure intégration du site dans son environnement.

La remise en état comporte les principales dispositions suivantes :

- La mise en sécurité des fronts de taille par purge de tout élément instable,
- Le modelage des berges des plans d'eau est irrégulier afin de favoriser la biodiversité avec des pentes variables sur les berges remaniées des plans d'eau existants,
- L'aménagement de deux plans d'eau séparés au sud-est par une digue qui présente des enjeux écologiques, le plan d'eau ouest, ainsi conservé indépendant, sera intégré dans le process de gestion des eaux de lavage des matériaux (issues du traitement voisin) afin d'optimiser le recyclage,
- Le remblaiement de la zone d'extension ouest afin de reformer des zones agricoles par le régalaage d'une couche de terre végétale (environ 30 à 40 cm) sur les stériles stockés, en recul progressif avec scarification préalable des matériaux,
- L'aménagement d'une zone humide sur la zone d'extension est,
- Enlèvement de l'ensemble de la signalisation,
- Reconstitution du chemin rural de la zone d'extension nord-ouest,
- Nettoyage général du site,
- Les parcelles utilisées dans le process du recyclage des eaux situées en partie sud-est du site, devront faire l'objet d'un dossier permettant leur intégration à l'arrêté portant les installations de traitement, ou le cas échéant devront faire l'objet d'un réaménagement en zone humide comme prévu par l'arrêté initial de 2022.

Les plans de remise en état modifiés, avec ou sans maintien des installations de recyclage des eaux, sont annexés au présent arrêté (annexes 3 et 4).

La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lamothe-Montravel (24230) et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.



L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 rue Tastet – CS 21490 – 33 063 Bordeaux Cedex :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (La préfète de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la SAS CARRIÈRES DE THIVIERS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), le directeur de l'agence régionale de santé (ARS) et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, le maire de la commune de Lamothe-Montravel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société SAS CARRIÈRES DE THIVIERS.

Périgueux, le 1-6 JAN. 2026

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

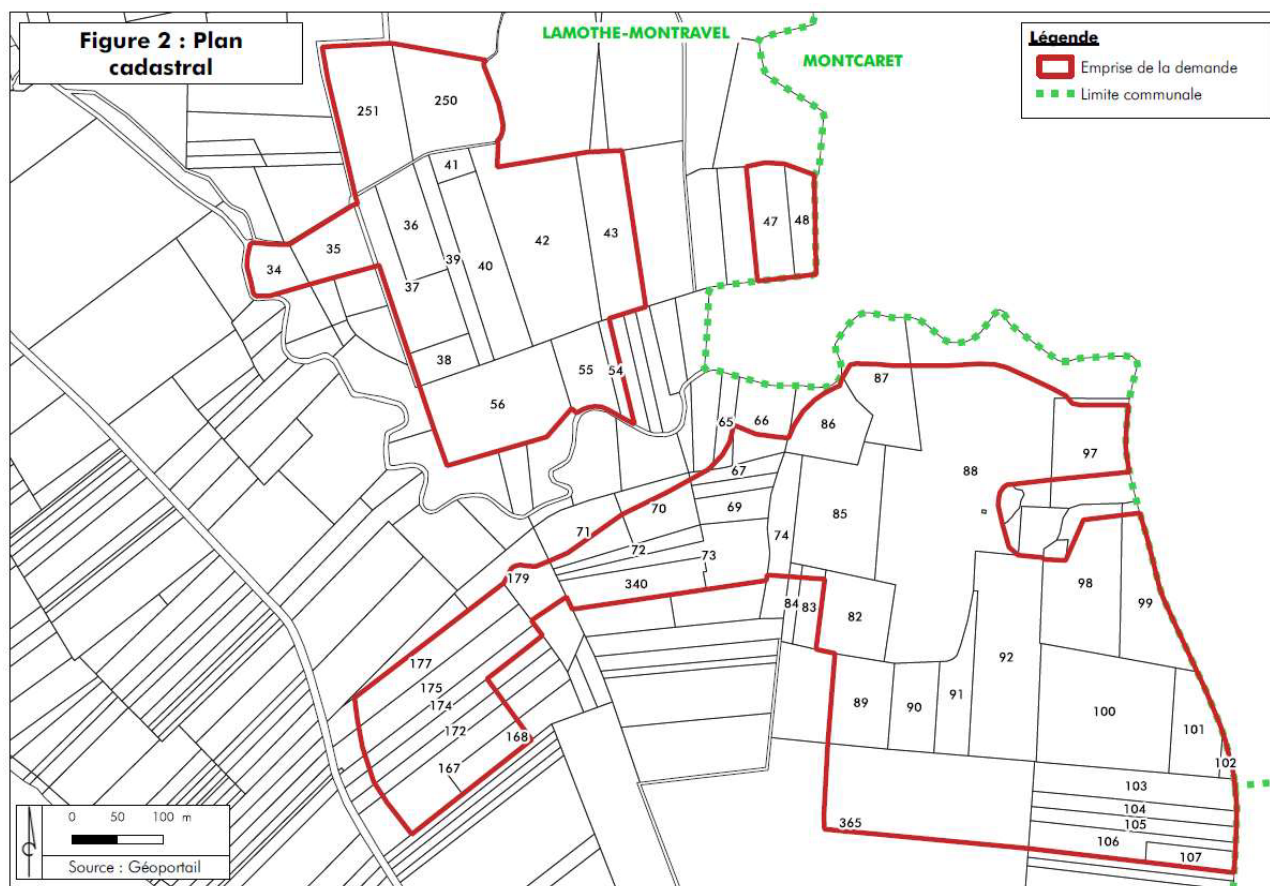
Bertrand DUCROS

## **ANNEXES**

- 1 - Plan parcellaire de la zone concernée par la modification
- 2 - Plan parcellaire de la zone concernée par le transfert vers l'installation de traitement
- 3 - Plan de remise en état avec maintien des installations de recyclage des eaux
- 4 - Plan de remise en état sans le maintien des installations de recyclage des eaux

## ANNEXES

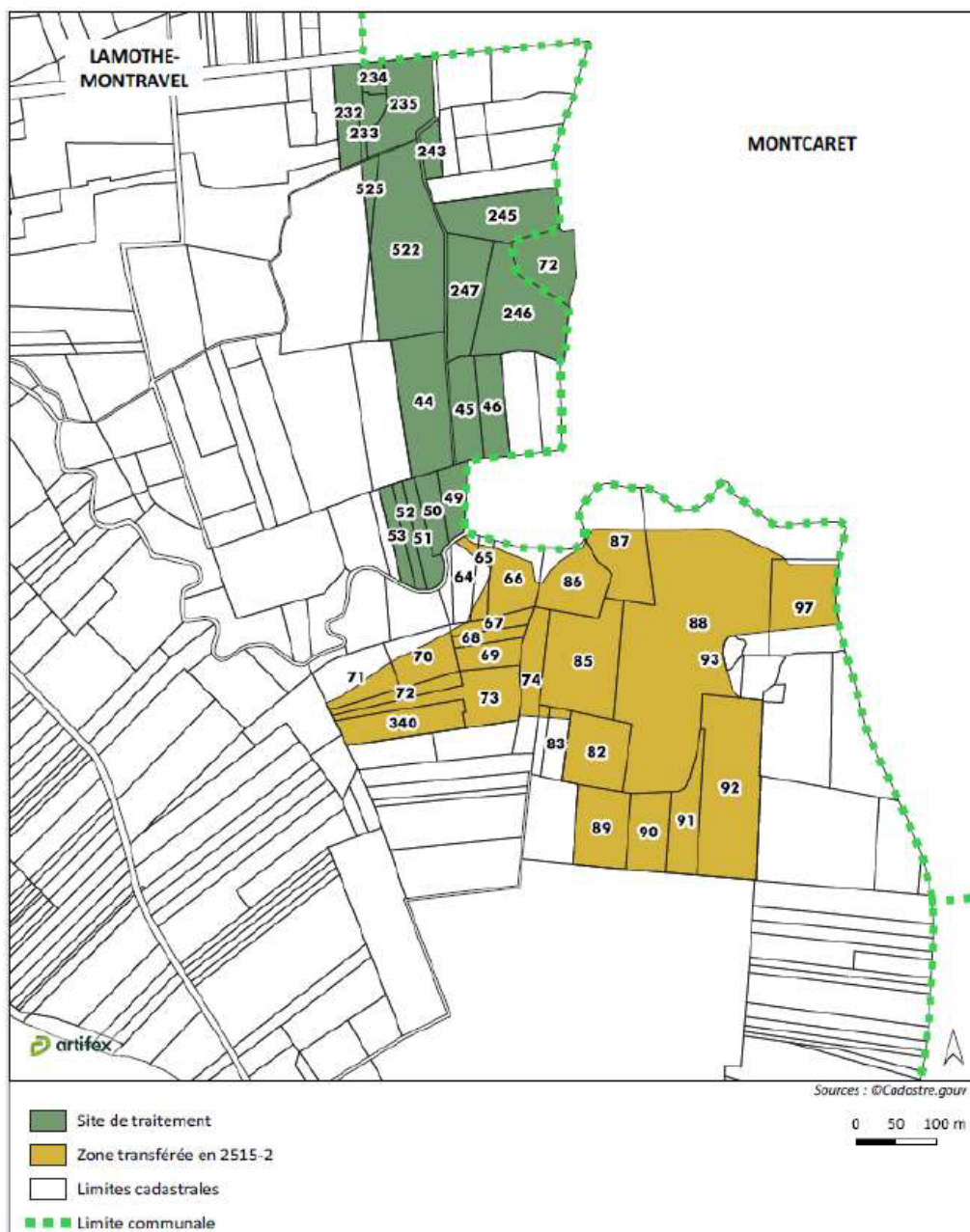
### 1 - Plan parcellaire de la zone concernée par la modification





## ANNEXES

### 2 - Plan parcellaire de la zone concernée par le transfert vers l'installation de traitement



## ANNEXES

### 3 - Plan de remise en état avec maintien des installations de recyclage des eaux



#### Légende

— Emprise de la carrière

■ Prairie

■ Réaménagement en terrain agricole  
(pâturage)

■ Berge aménagée

■ Boisements

■ Zone humide

■ Plan d'eau

## ANNEXES

### 4 - Plan de remise en état sans le maintien des installations de recyclage des eaux

